



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE L'ARDECHE  
CANTON HAUT EYRIEUX  
COMMUNE DE SAINT-AGREVE  
ARRETE DU MAIRE

## ARRETE PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

LE MAIRE de la commune de Saint-Agrève

- VU la demande en date du 28 octobre 2022 par Madame MARMEYS Marcelle Sollicitant une autorisation de voirie pour des travaux de pose d'une Alimentation d'Eau Sanitaire de sa propriété au lieu-dit Chabanas, 07320 Saint Agrève, parcelle AT 0054.
- VU le code de la voirie routière,
- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU la Loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la Loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la Loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- VU le règlement général de voirie du 12/11/1964 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,
- VU l'état des lieux,

### ARRÊTE

#### ARTICLE 1 -Autorisation

Afin de permettre à Madame MARMEYS Marcelle de faire effectuer des travaux de pose d'une Alimentation d'Eau Sanitaire de sa propriété au lieu-dit Chabanas, 07320 Saint Agrève, parcelle AT 0054, la pétitionnaire est autorisée à réaliser ses travaux en empruntant le chemin rural dit de Chabanas pour le passage de la canalisation. Obligation sera faite de remettre dans son état primitif celui-ci

#### ARTICLE 2 – Prescriptions techniques particulières

##### DISPOSITIONS SPÉCIALES

Le prestataire choisi par le bénéficiaire devra pouvoir intervenir en cas d'urgence sur la signalisation installée. Le chantier sera signalé de jour comme de nuit.

La libre circulation des piétons et des véhicules devra être assurée en toute sécurité.

#### ARTICLE 3- Sécurité et signalisation de chantier

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions suivantes : Le pétitionnaire aura la charge de la signalisation de son chantier et sa maintenance de jour comme de nuit, conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière figurant sous le titre « Huitième partie : signalisation temporaire » (arrêté du 6 novembre 1992). Il sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, de même pour toute autre raison liée au chantier.

#### ARTICLE 4 – Implantation ouverture de chantier et récolement

Le bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté ou son représentant 1 jour avant le début du stationnement afin de procéder à la vérification de l'implantation. L'autorisation est valable à compter du 02 novembre 2022 comme précisé dans la demande.

#### ARTICLE 5 – Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 6 – Formalités d'urbanisme**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

#### **ARTICLE 7 – Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale jusqu'au 15 decembre 2022.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

- M. le Maire de Saint-Agrève.
- le chef de la brigade de Gendarmerie de Saint-Agrève : [cob.le-cheylard@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:cob.le-cheylard@gendarmerie.interieur.gouv.fr)
- Mme MARMEYS Laurnce : [marmeysl@orange.fr](mailto:marmeysl@orange.fr)
- Les Services Techniques de la ville.
- 
- 

Fait à St-Agrève, le 06 novembre 2022

Le Maire  
Michel Villemagne

